

COP25 : la fracture d'entre-mondes

Cette COP25 a été décevante, les États ne réussissant pas à s'accorder pour affronter l'urgence climatique. Calée entre celle de Katowice sur les règles d'application de l'Accord de Paris, et celle très politique de Glasgow en 2020, elle révèle la fracture entre ceux prêts à agir et ceux qui vont dans le mur.

Deux mondes, deux blocs qui se font face. D'un côté, la jeunesse, les scientifiques, les États insulaires, la plupart des pays latino-américains et africains, l'UE, des villes et des régions, des entreprises et des investisseurs qui ont pris conscience de l'urgence climatique.

De l'autre, une poignée d'États – États-Unis, Brésil, Chine, Inde, Australie, Arabie saoudite – parmi les plus émetteurs, intransigeants, quitte à courir le risque d'aller à la catastrophe.

Les tensions entre pays développés et pays en développement ont toujours miné les négociations au sein des COP ; l'Accord de Paris semblait les avoir effacées, tous les États s'accordant à participer à l'effort climatique. Ce consensus a éclaté sous l'impulsion des États-Unis, qui ont officialisé leur retrait du processus.

En pleine COP25, Chine, Inde et Brésil ont fait blocage pour que les pays développés honorent leurs engagements dans le cadre du Protocole de Kyoto. Ils sont parvenus à imposer un nouveau mécanisme pour évaluer les efforts des pays développés en matière de réduction d'émissions et d'aide financière apportée aux pays en développement. Une façon de conditionner la participation du Sud au respect des engagements du Nord.

L'ambition, prévue dans l'Accord de Paris en 2020, ne sera pas effective avant 2023. L'Inde a fait savoir qu'elle ne prévoyait pas de revoir ses objectifs climatiques. Seuls 80 États se sont engagés à présenter une nouvelle contribution climatique nationale (NDC) en 2020. Soit 10,5 % des émissions de CO₂, les plus gros émetteurs manquant à l'appel.

Une décision bien modeste qui n'appelle pas les états à renforcer leurs contributions propres. Un résultat bien faible pour la COP la plus longue de l'histoire.

Les autres sujets : l'articulation des marchés carbone avec les objectifs de réduction des émissions ; la question des pertes et préjudices, ont été reportés à la COP26, organisée l'année prochaine à Glasgow. Là encore, la fracture s'est bien sentie, les pays développés – dont les États-Unis – refusent de débloquer de nouveaux financements pour les États subissant de plein fouet les impacts du changement climatique sans pouvoir s'y adapter.

La COP26 s'annonce chargée. L'espoir repose sur un leadership UE-Chine à Leipzig en septembre 2020, en remplacement du binôme États-Unis-Chine, qui avait contribué au succès de l'Accord de Paris en 2015. D'ici là, l'Union devra se montrer exemplaire et convaincre la Pologne, qui a refusé la neutralité carbone en 2050.

La présidence britannique doit s'imposer. La défaillance de la présidence chilienne a précipité l'échec de la COP25, en raison de son contexte social national. Elle n'avait pas le poids politique suffisant pour contrer les blocages.

N'oublions pas : il n'y a pas de planète B.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
D'après Novéthic